Nuit debout et après ?

Le projet de « loi Travail », rappelons-le, est un projet de loi d'une grande violence envers les travailleuses et travailleurs. Cette loi veut casser encore plus le peu d'outils légaux (le code du travail) que les salarié-e-s ont pour se défendre contre les patrons, et l'exploitation que le système capitaliste implique. Bien sûr, le code du travail n'empêche pas l'exploitation de la majorité par une minorité possédante, mais il en limite légalement le rapport inégal.

Après les attaques répétées du pouvoir PS aux salarié-e-s – ANI, Pacte de responsabilité, loi Macron, réforme du collège, etc. – le projet de loi Travail semble bien être la goutte de trop, car c'est peu dire que ce projet de loi ne passe pas sans réaction, et heureusement. Dans nos lieux de travail, dans nos quartiers, et nos repas de famille, ça cause ! Nous sommes une large partie de la population à être contre cette loi. Avec elle, le gouvernement prouve encore qu'il agit main dans la main avec le patronat pour lui permettre le plus de marge de manœuvre, pour nous rendre de plus en plus asservi-e-s à leurs intérêts : le profit !

S'en est suivi un mouvement de contestation très important impulsé par la jeunesse, les étudiantes et étudiants, faisant pression sur les directions syndicales, et menant à une première journée de mobilisation le 9 mars. Cette date a été une réussite, on a vu des cadres d'auto-organisations chez les étudiant-e-s, on a vu les cheminots et plusieurs secteurs du privé se joindre au mouvement, etc.

À la suite de la manif du 31 mars, bien réussie là encore avec 1,2 million de participant-e-s selon la CGT, un appel émanant de sympathisants du journal Fakir à occuper la Place de la République a été massivement suivi. De façon inattendue, cette étincelle a permis de lancer un mouvement singulier : ***les nuits debouts*** (du nom de l'appel initial, pour une « Nuit Debout » sur la Place de la République dans la nuit du 31 mars).

Depuis, la place continue à être occupée tous les jours, depuis maintenant 22 jours. La force de celles et ceux qui s'y investissent est gigantesque. Malgré la répression de la police qui au mieux se tient prête à intervenir, au pire évacue et confisque le matériel de force, elles et ils doivent reconstruire tous les jours toute l'occupation de la place. Et ça marche, très bien même !! Les discussions fusent, des commissions spécifiques naissent dans tous les sens (économie politique, écologie, féministe non-mixte, démocratie, SDF, stoppub, etc.). Le monde actuel y est débattu, rejeté et refait. La démocratie est un sujet central, les assemblées générales se tiennent tous les jours de 18h à minuit environ. La discussion est ouverte, accessible, et la parole de chacun-e est respectée et écoutée. Les débats se mènent, sur tous les sujets, sans tabou. L'auto-

organisation a ça de bon qu'on y redécouvre qu'on n'a besoin de personne pour agir, pour faire de la politique, ni tribun, ni prophète.

Mais l'enthousiasme qui ressort de ce mouvement ne l'empêche pas de commencer à s'interroger, avec une certaine lucidité, sur ses propres limites : à la fois forces et faiblesses, son hétérogénéité et sa versatilité pourraient bien épuiser et éparpiller cette force collective dans sa tentative pour renverser l'ordre du monde, et en premier lieu dans son combat pour abolir le projet de loi Travail.

Lors de son AG du 9 avril, plusieurs parties prenantes de la Nuit Debout ont fait entendre cette interrogation, avec une même préoccupation d'arriver ensemble à se doter d'une stratégie commune pour le mouvement : le faire tenir, l'élargir, et pour cela tourner les Nuits Debout vers l'extérieur, géographiquement et sociologiquement, se lier au milieu syndical, aux populations des banlieues… et ne pas perdre de vue la lutte immédiate contre le projet de loi Travail. Surtout, fait remarquable, le mot d'ordre de grève générale reconductible a été repris dans plusieurs interventions à juste titre comme un moyen incontournable pour battre le gouvernement au rapport de force.

Dans la suite de cette réflexion, un meeting impulsé par le journal Fakir et son rédacteur en chef François Ruffin s'est tenu le 20 avril à la bourse du travail de Paris autour du thème de la suite à «tout ça». Ce fut un succès puisque la salle de la bourse du travail était pleine, et il a fallu organiser une retransmission sur la place de la République pour les personnes n'ayant pas eu de place dans la salle. Il y a eu beaucoup d'interventions, de François Ruffin bien sûr, de Serge Halimi et Renaud Lambert (Le Monde Diplomatique), d'un syndicaliste de Sud Rail, d'une représentante de l'UD-CGT 75, de Frédéric Lordon (philosophe, économiste), des porte-paroles de la Coordination Nationale Étudiante et de la Coordination des Intermittents et Précaires, et de bien d'autres encore. Le statut ambiguë entre meeting et AG a crée quelques conflits lors de l'ouverture à la parole pour la salle, avec notamment quelques arrachages de micro, en particulier par Ruffin… mais dans l'ensemble, ce fut une réussite.

La question était donc la stratégie à établir pour «la suite». C'est en effet un point central. Tout d'abord, il faut bien se rappeler que cette contestation globale du monde qu'on retrouve dans les discussions à Nuit Debout n'a été possible que par l'étincelle de la mobilisation contre la « loi Travail ». Pour ne pas laisser mourir cette étincelle, il faut donc gagner là-dessus et donc faire reculer le gouvernement. C'est un point crucial aussi pour étendre et massifier le mouvement. Nos collègues, nos voisin-e-s, qui ne sont pas (encore) convaincu-e-s par la perspective de « changer le monde », et ne participent pas aux « Nuits Debouts », sont pourtant souvent contre cette loi désastreuse. C'est bien là dessus qu'il faut qu'on concentre nos quelques forces ! Il nous faut exporter cette si belle auto-organisation sur nos lieux de travail, avec les sections syndicales locales, les syndiqué-e-s et non syndiqué-e-s, nos collègues, pour combattre de façon efficace et collective cette loi travail, et construire le blocage de l'économie, et la grève.

On peut noter que, dans les diverses discussions qui se déroulent à Nuit Debout, il s'y diffuse le culte de la démocratie, où chaque individu fait jouer un libre-arbitre «pur et parfait», comme fin en soi. Les structures démocratiques et inclusives sont centrales dans tout mouvement social qui peut renverser la rapport de force entre nous, les exploité-e-s par le système, et ceux qui nous gouvernent et nous emploient. Ça ne reste pourtant qu'un moyen de changer le monde, et refuser toute organisation, sous prétexte de son fonctionnement imparfait est une erreur qu'on doit éviter. Il est courant dans une AG de Nuit Debout d'entendre des mots d'ordre sur la sauvegarde des vers de terres côtoyer des mots d'ordre de grèves générales. L'organisation permet à la fois la mémoire, mais aussi la priorisation des actions pour atteindre l'efficacité dans la lutte. Bien évidemment, il faut une organisation la plus démocratique possible, avec des mandats impératifs, qui ne se laisse pas diriger par des chefaillons. **La bataille pour un fonctionnement démocratique est un combat permanent et nécessaire, mais elle est forcément diminuée au risque de devenir stérile quand elle n’est pas reliée à des revendications sur l’orientation politique, que ce soit dans une AG, un mouvement, une organisation ou dans la société.**

La victoire du mouvement ne peut passer que par la grève générale. Ce n'est pas une incantation pour les mots, parce que ça fait chic. C'est une nécessité ! Tout d'abord parce que le pouvoir politique est intimement lié au pouvoir économique, et faire grève massivement, c’est s’attaquer à la machine à profits bien huilée des dirigeants. Par ailleurs, c'est le système économique qui régit nos vies, qui fait qu'on passe notre vie à la gagner, à vendre notre force de travail pour que quelques patrons s'enrichissent. Pour enrayer ce système, il faut l'attaquer en son cœur, et bloquer l'économie. Nous en avons les forces, le nombre, car c'est sur nous que tout cela repose. De plus, c'est par l'expérience de la grève, de la force qu'on peut représenter qu'on peut gagner à notre cause un maximum de personnes, de collègues. Cette expérience de la grève, de l'auto-organisation, du

pouvoir qu'on a quand on est organisé-e-s en tant que classe, n'a pas de prix ! Enfin, parce que la grève nous donne du temps libre pour réfléchir, agir, chercher, expérimenter, etc. C'est la grève qui permet d'avoir du temps pour aller parler aux autres travailleurs et travailleuses de l'entreprise d'à côté, de parler à nos voisin-e-s, etc. Les mouvements comme Nuit Debout, sur notre temps libre, en dehors du boulot, sont très bien, mais ils sont de fait exclusifs de tout une partie de la population, et sont aussi épuisantes !

Pour que cette tâche ne soit pas impossible, nous avons besoin de points d'appuis. Incontestablement, les Nuits Debouts, qui sont un cadre agréable, festif et politique, en font partie. Mais cela ne suffit pas, en particulier pour les limites qu'on a pu relever ici. Il faut aussi que les directions syndicales montrent leur détermination à en découdre avec le gouvernement. Cela passe par les appels à la grève générale reconductible ! Les confédérations syndicales, en particulier la CGT, sont bien trop réservées, malgré la pression de la base des syndiqué-e-s qui expriment clairement un ras-le-bol général vis-à-vis du gouvernement mais aussi de son accompagnement les directions syndicales. Le communiqué qui sort du 51e congrès de la CGT en est un parfait exemple.

> *D'ici le 28 avril, la poursuite de la construction de l'action implique la tenue d'assemblées générales dans les entreprises et les services publics pour que les salariés décident, sur la base de leurs revendications et dans l'unité,**de la grève et de sa reconduction** pour gagner retrait et ouverture de véritables négociations de progrès social.*

Cela n'est pas suffisant !!! La position claire, dans quelques secteurs clés, des cheminots par exemple, pourrait permettre d'impulser des cadres d'auto-organisation dans les dits secteurs, et ainsi aider à la massification du mouvement. Un secteur en grève reconductible permettrait de montrer que c'est possible, et de diffuser la grève pour qu'elle devienne générale.

Lucas Battin, le 22 avril 2016